



Déclaration liminaire

Solidaires Finances Publiques

C.S.A. F.S du 10 octobre 2023

Monsieur le président,

Depuis 20 ans, les fonctionnaires ont considérablement perdu en pouvoir d'achat. La part de leur revenu qui leur reste pour vivre déceimment s'amenuise au fil des mois avec l'inflation de ces deux dernières années, qui vient se cumuler à une situation déjà dégradée. Les dernières mesures de revalorisation ne sont nullement à la hauteur des enjeux de la période et des attentes des agents publics.

Face à une rémunération aussi faible, il n'y a bien que l'administration pour s'étonner que la fonction publique, et la DGFIP au cas particulier, rencontrent autant de difficultés d'attractivité !

Au niveau de la Fonction Publique, du Ministère ou de la DGFIP, Solidaires revendique des augmentations substantielles de tous les éléments constitutifs de la fiche de paie. Ces revalorisations doivent être assurées par des abondements pérennes qui puissent prémunir les agents de l'érosion liée à l'inflation et permettre de reconnaître à sa juste valeur leur engagement, leurs compétences et leur sens du service public. La lutte contre le déclassement et pour la reconquête de notre pouvoir d'achat est devenue une nécessité autant qu'une priorité.

La DGFIP a eu le droit à son feuillet médiatique pendant cet été 2023. Malheureusement ce n'était pas son heure de gloire mais plutôt un fiasco comme Solidaires Finances Publiques l'avait présagé. En effet Solidaires Finances Publiques a signalé très tôt les difficultés du développement de GMBI. Ces reports successifs et bugs multiples n'ont fait que ternir l'image de

l'administration qui se disait exemplaire en matière d' e-administration et n'a fait que conforter notre position sur ce développement excessif avec des moyens dégradés depuis des années. Mais le clap de fin de ce feuilleton n'est pas pour tout de suite. Ainsi les effets en cascade vont engendrer une campagne d'avis qui risque d'être complexe en termes d'accueil, de contentieux mais aussi d'effet de bord sur la fiscalité locale.

Nous tenons à rappeler que nous avons demandé la tenue d'un CSAL FS cet été sur le sujet de l'impact de GMBI sur les conditions de travail dans les services. Ce point n'est même pas écrit à l'ordre du jour de ce CSAL FS, malgré la demande réitérée par le secrétaire de la Formation Spécialisée. Ce dernier aurait dû d'ailleurs être consulté préalablement par la Direction sur la définition de l'ordre du jour selon l'article 88 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020.

La dégradation du « sens au travail » est manifeste. Si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agents. Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec le constat d'un écœurement des plus anciens et des nouveaux qui ne voient pas quel intérêt leur travail peut leur procurer tant celui-ci a été morcelé et industrialisé. Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défaillantes, départ de «sachants». Nous sommes ainsi particulièrement inquiets, après le fiasco GMBI, de la campagne de recouvrement et des sollicitations prévisibles (flux dans les accueils, sollicitations téléphoniques et mails, réclamations) pour les SIP , CDIF et CDC

En ce qui concerne la tenue de la CSA FS de ce jour , elle se fait une nouvelle fois sans règlement intérieur (jusqu'à quand cette situation va-t-elle encore durer?)

Elle va également se tenir sans médecin du travail (sujet maintes fois évoqué mais néanmoins toujours aussi grave), sans l'inspecteur santé sécurité au travail et sans l'assistante sociale, soit tous les acteurs de prévention

Concernant l'ordre du jour, l'élaboration et la finalisation du budget vont se faire à une date inédite à la DDFIP de l'Aude et si les modifications d'organigramme peuvent expliquer en partie ce retard, Solidaires Finances publiques espère que l'ensemble des opérations pourra être réalisé sans perte de crédit.

Nous demandons à ce que des éléments d'informations nous soient communiqués quant aux circonstances des accidents de service comme c'était le cas auparavant.

Enfin Solidaires Finances Publiques souhaite que les fiches de signalement nous soient transmises au plus tôt notamment quand elles ont la teneur de celles que nous aurons à aborder aujourd'hui qui mettent en lumière la problématique du contrôle fiscal sur site et le fonctionnement complet d'un service.

Nous attirons encore une fois votre attention sur la situation au niveau du Centre des Finances Publiques de Narbonne depuis les travaux électriques fin septembre. Le rideau métallique de la porte du bâtiment côté Théâtre est en panne et reste baissé. Cette sortie de secours est en conséquence bloquée.

De même, au milieu du bâtiment le rideau de la porte côté avenue Maréchal Juin est baissée tous les après-midi alors qu'il s'agit également d'une sortie de secours et que le portillon sur l'avenue est fermé. Les contribuables ne peuvent donc rentrer dans la cour. Le plan d'évacuation prévoit une sortie par cette porte.

Il est **INADMISSIBLE** que les collègues du site ne disposent que d'une seule sortie de secours : l'issue sise à un bout du bâtiment à côté de la cantine. Cette situation est **INTOLERABLE**. Il est de votre responsabilité de prendre des dispositions provisoires si cette situation doit perdurer.